



Entretien avec **Kako Nubukpo**,
économiste et
commissaire de l'UEMOA

UN PROTECTIONNISME ÉCOLOGIQUE AFIN DE LUTTER CONTRE LES CONCURRENCES DÉLOYALES

Au début de la crise du Covid, vous avez participé à l'appel d'intellectuels africains pour construire l'Afrique d'après et saisir cette opportunité pour sortir des dépendances et des servitudes. Quelle était l'idée principale de cette mobilisation ?

Face au monde qui s'est fermé pendant la crise sanitaire, les Africains ont fait deux constats : le premier, c'est que le cataclysme prédit à l'Afrique par le reste du monde n'a pas eu lieu. Tout d'abord parce que notre population est très jeune, 40 % a moins de quinze ans ! L'Afrique, qui représente quand même 17 % de la population mondiale, n'a eu que 5 % de sa population touchée par la maladie. Donc, elle a proportionnellement mieux résisté à l'épidémie de Covid que le reste du monde. Ce n'est pas neutre pour un continent qui est toujours présenté comme le dernier !

Le deuxième constat est que les représentants des pouvoirs publics africains, qui ont tendance à venir se soigner dans les hôpitaux du Nord chaque fois qu'ils ont un souci, se sont rendu compte qu'ils avaient tout intérêt à développer des systèmes de santé résilients dans leurs propres pays. Nécessité faisant loi, la réflexion est allée dans le sens de développer soi-même les facteurs de résilience ! Donc la petite agriculture périurbaine, la santé, la scolarisation, la nutrition...

Nous nous sommes saisis de ces événements dramatiques pour appeler à un sursaut des pouvoirs publics et des populations d'Afrique pour dire que le développement est d'abord et avant tout un processus endogène. Ce qu'on avait eu tendance à oublier. On avait l'impression que le reste du monde pensait pour l'Afrique. Et cette pandémie a été au fond une sorte de réveil brutal dont on pouvait tirer quelque chose de positif.

Y a-t-il une prise de conscience des décideurs pour défendre une vraie souveraineté alimentaire ?

Depuis les indépendances, on a fait du « biais urbain » en Afrique de l'Ouest : on a privilégié l'approvisionnement à bas coût des villes et on a abandonné les paysanneries. Aujourd'hui, à la faveur des crises sécuritaires et climatiques, on se rend bien compte que cela ne fonctionne pas. On a l'exemple du président de l'Union Africaine, Macky Sall, qui est allé rencontrer le président Poutine pour obtenir des engrais chimiques. Face au risque d'émeutes de la faim, la vision politique est toujours à court terme. Mais il est important de se demander ce que l'on peut apprendre de ces crises à répétition. Surtout pour le moyen terme. C'est là qu'il y a toute la réflexion autour de la souveraineté agricole et alimentaire.

Toutefois, l'articulation du court terme et du moyen terme nécessite de savoir gérer les transitions !

Pour les organisations paysannes, l'insécurité alimentaire est structurelle, ce qui veut dire que les États portent cette responsabilité d'insécurité alimentaire. Êtes-vous d'accord ?

C'est complexe. Concernant la souveraineté alimentaire, nous avons vécu trois phases : la première a été celle des indépendances, avec le *leitmotiv* qui était celui de « l'autosuffisance alimentaire », donc des États jeunes, indépendants, se sont lancés dans beaucoup d'investissements agricoles

pour obtenir l'autosuffisance alimentaire, avec certaines dérives gestionnaires.

Ces dérives ont d'ailleurs conduit à la deuxième phase, celle des ajustements structurels, où le mot d'ordre fut « la sécurité alimentaire » suite au rapport Berg de la Banque mondiale. Le contrat de l'époque stipulait : « Vous n'êtes plus obligés de produire ce que vous consommez, si vous avez suffisamment d'exportations, et vous récupérez des devises pour importer votre alimentation. » Mais au moment de la crise alimentaire de 2008, la Banque mondiale a fait son autocritique en disant : « Effectivement, nous sommes allés trop loin. Vous pouvez produire ce que vous consommez. »

En fait, la crise russo-ukrainienne vient amplifier une tendance en cours depuis une dizaine d'années, qui consiste à dire « L'Afrique devrait produire ce qu'elle consomme ». Mais cela pose la question de la comptabilité des différentes politiques publiques.

La déclaration de Maputo de 2003 indique que chaque État devait consacrer au moins 10 % de son budget à l'agriculture. Mais le contenu des 10 % fait encore débat : est-ce qu'on y met le machinisme agricole, les investissements ? D'un État à l'autre, la comptabilité des 10 % ne sera pas la même ! Au Togo par exemple, nous avons longtemps eu autour de 4 % du budget consacré à l'agriculture, mais si vous mettez de grands investissements dans le budget, vous allez rapidement atteindre 10, 15, 20 %, alors que peu d'argent va concrètement aux paysans.

Tout le monde est conscient de l'urgence des enjeux, mais on n'arrive pas à gérer les priorités. C'est quelque chose qui m'interpelle beaucoup. Au-delà de la mauvaise foi de certains dirigeants, beaucoup de difficultés sont liées à la gouvernance pour piloter ces défis. C'est un point très important.

Qui pour défendre l'agroécologie dès aujourd'hui, et à moyen terme ?

Sur le moyen ou long terme, tout le monde dit qu'il faut aller vers l'agroécologie, parce que c'est la solution ! Notre défi, c'est le rythme auquel l'intensification agroécologique

gique des systèmes de production paysans peut ou ne peut pas gérer la question démographique. Comment cette intensification permettra-t-elle à l'Afrique de relever ses défis de souveraineté et de sécurité alimentaire ?

Les personnes les plus impliquées dans ce combat sont les organisations de producteurs, les chercheurs, les partenaires au développement... Mais, malheureusement, n'attendez pas d'un chef d'État, qui craint des émeutes qui pourraient le renverser, de rendre un arbitrage au profit du long terme.

La Commission n'a-t-elle pas les moyens de faire jouer son influence pour défendre une agriculture orientée vers l'agroécologie ?

Quand vous observez le budget de mon département Agriculture à la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui est de 12 milliards de FCFA, c'est en fait 0,01 % du PIB de l'Union. Or 70 % de l'Union est rurale ! Cela veut dire qu'en dehors de l'influence, on ne peut pas avoir d'impact concret sur la marche des agricultures. On se retrouve face à une question cruciale : quelles sont les politiques publiques mises en place par les États dans le secteur agricole et rural pour atteindre la souveraineté alimentaire ? Une des questions fondamentales est d'augmenter les rendements agricoles et, pour le moment, il est rageant de constater qu'on n'y arrive pas suffisamment. Pour cela, il nous faut mieux investir dans les zones rurales et permettre de meilleurs services en termes d'électricité, d'eau potable, d'écoles..., tout ce qui pourrait représenter une vie prospère dans le monde rural. Le secteur agricole africain est pour le moment orphelin : il n'a pas accès au crédit. Il n'a pas accès aux systèmes d'assurances. La structuration des organisations de producteurs est encore à améliorer ainsi que les systèmes post-récoltes en termes de stockage, car il y a énormément de pertes. Prenons un secteur comme la mangue, au Mali : il n'y a pas suffisamment de pistes rurales pour envoyer les productions en excédent vers les zones déficitaires et les mangues pourrissent sur place. C'est un crève-cœur.

Il nous faudra aussi des politiques agricoles plus cohérentes. Est-ce qu'on veut stabiliser les prix des produits agricoles ou est-ce qu'on veut stabiliser les revenus des agriculteurs ? Est-ce qu'on veut faire les deux ? Est-ce qu'on peut protéger les agricultures africaines tout en ouvrant du côté du désarmement tarifaire ? Il nous faut analyser quel type de politique budgétaire ou monétaire peut être compatible avec ce que l'on veut faire dans les politiques agricoles. On peut espérer faire de l'agriculture et de l'alimentation un acteur de la transformation structurelle des économies africaines, mais comme vous le voyez, les défis sont encore nombreux.

Quelles sont les pistes que vous préconisez pour mieux s'attaquer à ces défis ?

On ne peut pas, aujourd'hui, avec les écarts de productivité actuels, espérer vivre dans le même marché. Quand un producteur de riz de l'Arkansas travaille pendant une heure, il produit 400 fois plus qu'un producteur de riz de Casamance au Sénégal. Mais il n'a pas 400 fois plus de coûts de production... Alors, si vous les mettez sur le même marché, le producteur sénégalais disparaît. Je préconise donc la protection des marchés, justifiée par le fait que les écarts de productivité sont énormes, et qu'il y a au niveau mondial des écarts importants de protection des agriculteurs. C'est d'autant plus important que nous faisons face à l'appétit des pays émergents et à un système de prédation sans commune mesure dans l'Histoire. Si nous ne protégeons pas l'agriculture africaine, qui rend d'énormes services écosystémiques à la planète, nous allons détruire non seulement les forêts africaines mais aussi toute la planète.

La première solution que je préconise, c'est un protectionnisme écologique qui nécessite un réarmement tarifaire afin de lutter contre les concurrences déloyales des produits importés. Il faut faire en sorte que ce soit neutre pour le consommateur de consommer un produit local ou un produit importé, et s'assurer que le reste du monde joue le jeu. Ce réarmement tarifaire peut s'appuyer sur les mesures environnementales. L'idée est d'instaurer des droits de douane qui

préserveraient la neutralité carbone. En d'autres termes, il conviendrait d'évaluer l'empreinte carbone des produits importés et de calculer sur cette base les droits de douane, et également de développer une taxe carbone, afin de donner leur juste valeur aux produits fabriqués localement.

Il faudrait également que l'on continue le travail de renforcement des capacités des organisations de producteurs, pour qu'elles aient accès à une part équitable de la valeur produite. Mais en temps de crise, on a tendance à privilégier les solutions de court terme qui, en Afrique, ne peuvent pas être des solutions !

Comment favoriser une vision à long terme ?

Notre jeunesse, y compris en milieu rural, a soif d'émancipation et met vraiment la pression sur les pouvoirs publics. Parce qu'il ne faut pas se faire d'illusions : tant que vous aurez ce qu'on appelle en économie des gouvernements avec agendas privés, vous ne pourrez pas répondre aux défis qui sont les nôtres ! Il faut des gouvernants qui ont à cœur l'intérêt général ! Sinon, même quand on va protéger l'agriculture, ce sont de grands commerçants qui vont récupérer la rente. Nous savons que nos dirigeants n'ont pas à cœur l'intérêt général, cela fait plus de cinquante ans que l'on voit cela.

Le concept de souveraineté ne doit pas être détourné et faire oublier l'intérêt général. Je vous donne un exemple : aujourd'hui en Afrique, vous avez un débat sur les troisièmes ou quatrièmes mandats des chefs d'Etats qui violent impunément les constitutions qui limitent le nombre de mandats à deux. Ils instrumentalisent le concept de souveraineté : il y aurait des spécificités africaines qui nécessiteraient qu'on viole les règles pourtant collectivement définies !

Selon moi, le cœur de la transformation africaine c'est le contrat social qui doit être redéfini, dans le sens de la préservation des écosystèmes, et d'une répartition équitable de la valeur ajoutée. Au fond, c'est l'objectif du développement durable ! Mais est-ce que nous nous donnons les moyens d'atteindre les ODD à l'horizon 2030 ?

Quand je suis arrivé en France, je me suis demandé pourquoi ça se passait si mal chez moi, au Togo. J'ai lu Amartya Sen et j'ai compris que ce n'était pas forcément un problème d'offre, mais un problème de pauvreté et de faiblesse de la demande effective. Tant que vous n'avez pas de système de délibération démocratique, vous ne pouvez pas espérer avoir une redistribution équitable des surplus ! La promotion des communs et des biens communs est primordiale non seulement pour la préservation des ressources mais aussi pour le caractère polycentrique de la délibération.

Entretien réalisé par Emilie Langlade

« En Afrique, les solutions à court terme ne peuvent pas être des solutions ! »